

MAISON FRANÇAISE DE L'OR

COMPTOIR DE L'OR ET DE L'ARGENT

BUREAU DE CHANGE



ACHAT - VENTE D'OR
DIAMANTS - BIJOUX - ARGENT - PIÈCES - LINGOTS



BIJOUX D'OCCASION



ESTIMATION GRATUITE - PAIEMENT IMMÉDIAT

5 adresses pour mieux vous servir

| | |
|---|---|
| 33 bd Maréchal Foch GRENOBLE 04 76 56 83 49 | 142 place Saint Léger CHAMBERY 04 79 26 11 68 |
| 1 rue République GRENOBLE 04 76 42 01 01 | 2 rue Vaugelas ANNECY 04 50 60 29 66 |
| 26 rue Emile Augier VALENCE 04 75 59 65 50 | www.goldinfo.fr |

ÉCONOMIE

« La croissance, facteur d'équité »

Le dernier livre de l'économiste franco-américain Yann Coatanlem fait écho à la nouvelle donne économique du président de la République. Le capitalisme contre les inégalités, ou comment conjuguer efficacité et équité répond à l'actuel « libérer - planifier » d'Emmanuel Macron.



Photo DR

De « libérer - protéger » lors de son premier quinquennat, Emmanuel Macron est passé à « libérer - planifier ». Cela signifie moins de libéralisme ?

« **A** titre personnel, j'aime bien le premier slogan. Libérer et protéger définit parfaitement le capitalisme. Si Emmanuel Macron corrige désormais le « protéger » en « planifier » cela se veut volontariste, en grande partie afin de tenir compte des problématiques qui ne peuvent plus être régulées par le marché. Clairement le climat c'est un problème, la construction d'une Europe nouvelle c'est un problème, les tensions géopolitiques actuelles c'est un problème. Tout cela ne peut pas être régulé par le seul marché et les États doivent se fixer à très long terme un cap et s'y tenir. Le tout est effectivement de savoir comment se concrétise

ce fameux « planifier ». Si cela reste dans le bureau de François Bayrou [nommé à la tête du Haut-Commissariat au plan en 2020, *ndlr*], j'ai bien peur que cela ne soit qu'un gadget. Je crois aujourd'hui que le rôle de l'État est essentiel. Il doit rester limité, mais il est essentiel. Il doit laisser la liberté d'entreprendre, mais dans un cadre permettant d'atteindre des objectifs imposés par les enjeux environnementaux et géopolitiques actuels. »

Le sous-titre de votre livre soulève une question : « Comment conjuguer efficacité et efficacité dans un monde instable ». Et la réponse ?

« La réponse est double. L'équité (je préfère ce terme à celui d'égalité) constitue un vecteur de prospérité. Et inversement, la croissance économique est un facteur d'équité. Beaucoup de mes collègues économistes estiment que la lutte contre les inégalités se fait au détriment de la performance économique. Mais en fait non. Nous n'avons pas besoin d'arbitrer entre les deux. En tout cas, à long terme, il est tout à fait possible de les concilier. »

Comment cela se traduit ?

« Il faut trouver le bon équilibre entre le laisser-faire et la législation. Et finalement cette recherche du juste milieu est au cœur des débats politiques d'aujourd'hui. D'un côté, on voit au sein des partis populistes, à droite comme à gauche, pointer l'idée d'imposer de plus en plus de choses aux acteurs privés : indexer les salaires sur l'inflation, plafonner les rémunérations des grands patrons... Pourquoi pas ? Mais si on applique cela, on va se retrouver à Cuba et plus dans un pays



Selon Yann Coatanlem, les États et leur ministère de l'Économie doivent fixer un cadre aux marchés permettant d'allier objectifs et enjeux environnementaux et géopolitiques. Photo SIPA/Franck LODI

« **Imposer de plus en plus de choses aux acteurs privés. Pourquoi pas ? Mais si on applique ça, on va se retrouver à Cuba.** »

Yann Coatanlem

libre où les capitaux peuvent circuler. Il faut tout de même se souvenir que le capitalisme, qui consiste à laisser entreprendre et à mutualiser les risques, est la base de notre système économique depuis le XII^e siècle. »

Les inégalités et le sentiment d'injustice viennent souvent de la différence entre les plus bas et les plus hauts salaires en France. La loi peut-elle y remédier sans freiner les marchés ?

« Dans l'absolu oui, bien sûr. Mais si le président de la République prenait une telle mesure, en réalité elle ne serait jamais appliquée. L'évasion fiscale est mal-

heureusement trop facile à mettre en œuvre pour ne pas y avoir recours quand l'État impose trop de règles. Dans ce domaine, la créativité des plus riches ira toujours bien plus vite que la capacité de sanctions des États. Et il suffira de plafonner les salaires des grands patrons pour qu'ils trouvent immédiatement les moyens d'aller se faire payer ailleurs. Ce n'est pas la solution. »

Quelle est-elle alors ?

« Cela passe par trois piliers, ou plutôt trois vertus : l'éducation, l'information et la mobilité. En France, l'ascenseur social ne fonctionne plus. D'après l'Insee,

il faut en moyenne six générations pour qu'une personne issue du bas de l'échelle sociale accède à la catégorie moyenne, contre trois générations aux États-Unis. Il est plus que jamais indispensable d'investir et de mettre tous les moyens sur l'éducation afin de rétablir l'égalité des chances. D'un point de vue purement économique, cet investissement est d'ailleurs celui qui est le plus rentable. Former un individu rapporte à la société quatre fois le coût de la formation initiale lorsqu'il est inséré dans la société. L'information ensuite, qui à l'heure des données doit être protégée et préservée. C'est un bien précieux dont les entreprises n'ont pas encore conscience. Et la mobilité, enfin. En France, trop de freins culturels, voire psychologiques empêchent la mobilité professionnelle et donc l'évolution personnelle. »

Propos recueillis par Boris IVANOFF